

Un ouvrage collectif paru aux Presses universitaires de Louvain dresse le bilan de plus d'un demi-siècle de développement. Vingt-quatre spécialistes analysent l'évolution des courants de pensée, pointent les échecs d'un mode de développement basé sur la croissance et présentent des projets concrets, des alternatives à un système qui n'en finit pas de montrer ses limites.

Le développement revisité

Présentation du livre intitulé « Le développement revisité, 60 ans d'études du développement », d'Isabel Yépez, Sophie Charlier, Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli et Etienne Verhaegen (dir.) Presses Universitaires de Louvain, 2019

Revisiter 60 années de développement est intéressant au moment où les conséquences sociales et environnementales du capitalisme mondial et du libéralisme économique sont de plus en plus manifestes. L'ouvrage s'ouvre en rappelant que la société occidentale a été dominée par le paradigme de la modernisation. Au fil des siècles, du commerce, des colonies et des progrès techniques, ce paradigme s'est voulu universaliste et s'est imposé sous l'influence d'un Occident convaincu de la suprématie de sa culture.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis entreprendront d'abord de favoriser la reconstruction des pays qui ont perdu la guerre (Italie, Allemagne, Japon), puis, en pleine guerre froide, étendront leur politique de développement à tous les pays européens de l'Ouest, et enfin à ceux qui venaient d'être décolonisés. Une « reconstruction » qui passera aussi par l'instauration d'un mode d'agriculture intensive : ce sera la mise en place de la Politique agricole commune (PAC) en Europe. Comme le souligne le professeur émérite Jean-Philippe

Peemans (UCL), « à l'époque une société développée est une société industrialisée et urbanisée dans laquelle la paysannerie, qui incarne le poids de la tradition, a disparu. (...) La croissance économique s'est en effet imposée rapidement comme le cœur de la modernisation. On peut donc dire que cette théorie de la modernisation, par son ambition affirmée de définir les voies du développement, avait bien toutes les caractéristiques d'un paradigme fondateur. Il s'agit d'une vision incroyablement forte, multidisciplinaire et intégrée du développement. »¹

Une conception à laquelle la plupart des élites des pays du Sud furent aussi favorables, ce qui a aidé à son implantation. Dans un modèle de développement largement dominé par la suprématie de la technologie et de la croissance, c'est désormais le capitalisme qui devient le seul moteur du « progrès ».

L'émergence d'une pensée critique

Dès les années 60, des mouvements d'opposition à cette conception dominante du développement commencent à poindre, notamment sous l'influence des théories marxistes. Selon celles-ci, les « pseudo-bourgeoisies » du Sud sont des instruments de l'Occident (et de son impérialisme). Plusieurs tentatives de politiques de modernisation nationale seront mises en place par certains pays du Sud. Plusieurs États exigeront dans la foulée une réforme des règles

¹ Jean-Philippe Peemans, *Le développement dans une perspective historique*, p.19.

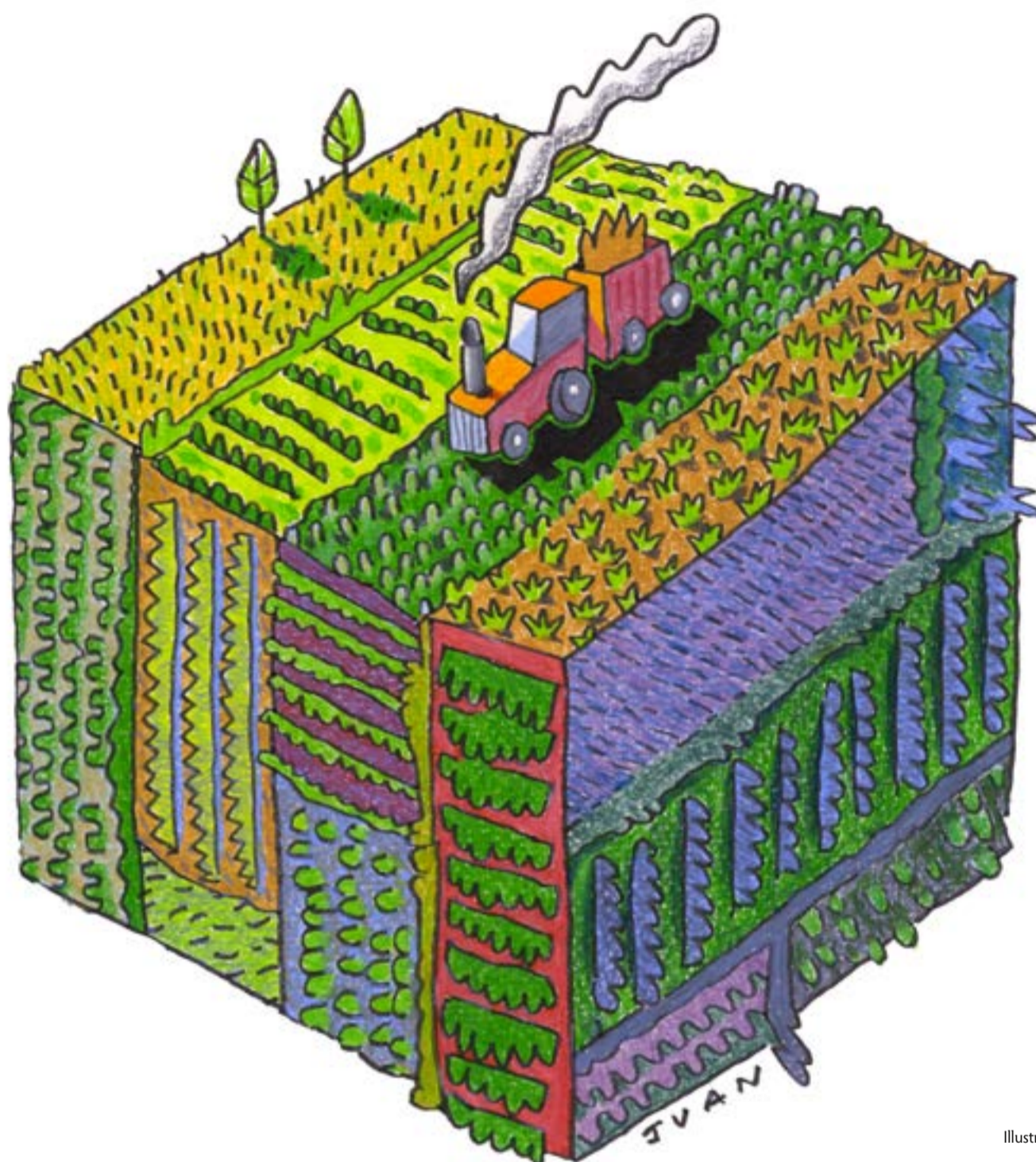


Illustration © Juan Mendez

Le courant de pensée
post-colonial a permis
de dénoncer la barbarie
des points de vue
occidentaux sur l'Africain.

du commerce international. À cette époque, les théories féministes mettent déjà en évidence l'importance de l'émancipation des femmes pour les sortir du patriarcat et insistent sur leur rôle dans les processus de développement.

Le courant de pensée postcolonial va dénoncer la barbarie des points de vue occidentaux sur l'Africain. Comme le rappelle Aymar Nyenyezi Bisoka, les Africains restent les premières victimes d'un mode de développement capitaliste postcolonial. Des agriculteurs meurent prématurément pour avoir travaillé sur des terres empoisonnées par une extraction minière qui ne profite qu'au Nord. Les paysans du Sud continuent à être victimes d'accaparements de terres et d'investisse-

ments sauvages de sociétés multinationales au mépris de leur ancrage culturel et familial. Ils continuent à être obligés d'adopter des méthodes d'agriculture qui effacent toute tradition et appauvrissent les sols – quand elles ne les empoisonnent pas.

Résistances au Sud, entre survie et résilience

Au Sud, l'ampleur d'une économie informelle et populaire qui subsiste en marge du marché mondial pose aussi la question de la réussite de la modernisation. Car cette économie informelle fait vivre une majorité de travailleurs du Sud. Il n'est pas question ici

De plus en plus,
émerge un pouvoir régional
reconquis qui s'oppose
au capitalisme sauvage.

de fantasmer un système qui exacerbe hélas souvent les inégalités : les acteurs de ce type d'économie sont vulnérables, en particulier dans un contexte de disparition des mécanismes de solidarité des sociétés du Sud. La réalité de l'économie populaire et le rôle qu'elle joue dans le développement mondial sont désormais à prendre en compte, alors qu'elle a longtemps été « *la face cachée de la modernisation* »².

La question de la place de la paysannerie a d'autant plus d'acuité que la conception de la modernité basée sur le progrès en envisageait la disparition pure et simple. Mais se pose aussi la question du choix du système alimentaire mondial : continue-t-on à privilégier une agriculture intensive où le paysan se mue en « travailleur agricole » et où toute production issue de la terre est désormais « marchandisée » ? Cette réalité vulnérabilise de plus en plus les paysans. Et ignore la complexité des économies familiales, souvent considérées comme archaïques, alors qu'elles se présentent de plus en plus comme une alternative viable.

2 Frédéric Lapeyre, *La grande colère des faits, quelles perspectives de déterritorialisation-reterritorialisation des acteurs de l'économie informelle ?*, p.68.

Après le capitalisme, quel développement ?

La question des refontes sociétales possibles pour un post-capitalisme est de plus en plus souvent abordée, rappelant combien il est urgent de rendre au politique son pouvoir, alors que les critiques contre le système de la démocratie représentative se multiplient. La disparition de l'État-nation à la faveur de fédérations supranationales voire mondiales met à mal les rapports entre citoyens et institutions. De plus en plus de tentatives de se réapproprier un pouvoir régional émergent, s'opposant à un capitalisme sauvage et à des pratiques néolibérales. Les banques populaires de développement au Brésil, par exemple, qui se basent sur un mode d'économie solidaire, essayent de remplacer le modèle capitaliste actuel. Des mouvements grandissent à très grande échelle, comme les Forums sociaux et la Via Campesina, le syndicat mondial des paysans.

En creux se pose la question d'une crise de la globalisation. L'ouvrage s'achève d'ailleurs par une analyse particulièrement intéressante de Nicolas Van Nuffel sur l'épisode très médiatisé du Ceta.

N'est-il pas temps d'envisager une juridiction permettant un équilibre entre la pratique du commerce international et la protection des droits humains ? En ce sens, l'Europe aurait un rôle particulier à jouer, en mettant en place des normes de produits garantissant ces droits. Ce serait également une façon de limiter le pouvoir de certaines entreprises multinationales.

Mais au-delà de la question de la mise en place d'une telle juridiction, Nicolas Van Nuffel interroge la façon dont sont discutés les accords de commerce international : la plupart du temps loin de tout débat public et démocratique.

Bref, un ouvrage essentiel qui aborde la transversalité des conséquences du développement mais aussi de ses solutions. ≡